



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de santé des armées  
Direction des approvisionnements en produits de santé des armées  
Plateforme achats finances santé**

*DIVISION ACHATS  
BUREAU SERVICES ET MAINTENANCE DES STRUCTURES MEDICALES*

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES  
PROCÉDURE ADAPTÉE  
(Articles R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique)**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
VALANT ACTE D'ENGAGEMENT**

**DAF\_2025\_001670/PFAF-S/ACHATS/SMSM**

Relatif au

« Pompage, au transport et à l'élimination d'effluents chimiques corrosifs au profit du Service de Protection Radiologique des Armées »

## SOMMAIRE

<b>CLAUSES ADMINISTRATIFS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 – GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
1.1 DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1.1 <i>Objet du marché</i> .....	4
1.1.2 <i>Durée de la validité du marché</i> .....	4
1.1.2.1 Durée du marché .....	4
1.1.2.2 Reconduction .....	4
1.1.3 <i>Définition du marché</i> .....	4
1.2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
1.3 PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	4
1.4 OBLIGATION D'INFORMATION .....	4
1.5 SOUS-TRAITANCE.....	5
1.6 OBLIGATION DE DISCRETION – MESURE DE SECURITE.....	5
1.6.1 MESURES DE SECURITE .....	6
1.6.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	6
1.6.3 ACCES AU SITE .....	6
<b>ARTICLE 2 – EXÉCUTION DE LA PRESTATION .....</b>	<b>7</b>
2.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	7
2.2 CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION .....	7
2.3 DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
2.4 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	8
2.4.1 <i>Pouvoirs de l'administration</i> .....	8
2.4.2 <i>Vérification et admission des prestations</i> .....	8
2.4.3 <i>Exécution aux frais et risques du titulaire</i> .....	8
2.4.4 <i>Service minimum</i> .....	8
2.4.5 <i>Modifications du marché public</i> .....	8
2.4.6 <i>Continuité des conditions d'exécution</i> .....	9
2.4.7 <i>Délais d'exécution</i> .....	9
2.4.8 <i>Décision après exécution de la prestation – Certificat de bonne exécution</i> .....	9
<b>ARTICLE 3 – PRIX, MODALITES DE FACTURATION, VALORISATION .....</b>	<b>10</b>
3.1 DETERMINATION DES PRIX .....	10
3.1.1 <i>Type et forme des prix</i> .....	10
3.1.2 <i>Révision des prix</i> .....	10
3.1.3 <i>Clause de sauvegarde</i> .....	11
3.2 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ .....	11
3.2.1 <i>Remise des décomptes, factures, ou mémoires</i> .....	11
3.2.2 <i>Délai global de paiement</i> .....	12
3.3 TAXE GENERALE SUR LES ACTIVITES POLLUANTES (TGAP) .....	12
3.4 AVANCE.....	12
3.5 VALORISATION .....	12
<b>ARTICLE 4 – PÉNALITÉS .....</b>	<b>13</b>
4.1 REFACTIONS DE PRIX .....	13
4.2 PENALITES.....	13
4.3 REGLEMENT DES REFACTIONS ET PENALITES .....	13
4.3.1 <i>Exonération de pénalités</i> .....	13
4.3.2 <i>Plafonnement des pénalités</i> .....	14
<b>ARTICLE 5 – RÉSILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>14</b>
5.1 RESILIATION POUR FAUTE .....	14
5.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	14
<b>ARTICLE 6 – RÈGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>14</b>
6.1 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES ET DIFFERENDS .....	14
6.2 RECOURS CONTENTIEUX.....	15
<b>ARTICLE 7 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>15</b>

<b>CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESTATION .....</b>	<b>16</b>
1.1 TYPE DE DECHETS .....	16
1.2 INSTALLATIONS .....	16
1.3 ESTIMATION DU BESOIN.....	16
<b>ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION .....</b>	<b>16</b>
2.1 POMPAGE ET NETTOYAGE DES LAVEURS .....	16
2.2 TRANSPORT, COLLECTE ET ELIMINATION DES DECHETS LIQUIDES TOXIQUES .....	16
<b>ARTICLE 3 – CONDITIONS D’EXECUTION .....</b>	<b>17</b>
3.1 JOURS ET HORAIRES D’INTERVENTION .....	17
3.2 EFFECTIFS ET QUALIFICATIONS DES AGENTS .....	17
3.3 COMPORTEMENT DES AGENTS.....	17
3.4 SUIVI ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	17
<b>ARTICLE 4 – OBLIGATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>17</b>
4.1 REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	17
4.2 TRACKDECHETS/BORDEREAU DE SUIVI (BSD).....	17
4.3 PREVENTION ET SECURITE.....	18
<b>4.3.1 Prévention.....</b>	<b>18</b>
<b>4.3.2 Sécurité .....</b>	<b>18</b>
<b>4.3.3 Tenues des agents .....</b>	<b>18</b>
<b>ACTE D’ENGAGEMENT.....</b>	<b>19</b>

## **CLAUSES ADMINISTRATIFS**

### **ARTICLE 1 – GENERALITES**

#### **1.1 Dispositions générales**

##### **1.1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet le pompage, le transport et l'élimination d'effluents chimiques corrosifs au profit du Service de Protection Radiologique des Armées (S.P.R.A.).

##### **1.1.2 Durée de la validité du marché**

###### **1.1.2.1 *Durée du marché***

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification.

###### **1.1.2.2 *Reconduction***

Le marché sera reconduit tacitement, à date anniversaire (date de notification du marché, année N), sans pouvoir excéder 4 ans (3 reconductions maximum).

Le marché prendra fin au plus tard à l'issue de 48 mois d'exécution.

- 1<sup>re</sup> période de reconduction : de la date anniversaire de l'année N+1 jusqu'au jour précédant la date anniversaire de l'année N+2 ;
- 2<sup>ème</sup> période de reconduction : de la date anniversaire de l'année N+2 jusqu'au jour précédant la date anniversaire de l'année N+3 ;
- dernière période de reconduction : de la date anniversaire de l'année N+3 jusqu'au jour précédant la date anniversaire de l'année N+4 ;

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

La non reconduction du marché fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire du marché un mois avant la date anniversaire du marché.

##### **1.1.3 Définition du marché**

Cet accord-cadre est à bons de commande sans minimum et avec maximum défini en valeur, conformément aux articles R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant sur la durée totale du marché est de 80 000 € TTC.

#### **1.2 Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont hiérarchisées à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures courantes et de Services (CCAG FCS)

#### **1.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur de transmettre avec son avis les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements, qu'il formule du fait des conditions particulières du marché.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables ; il reste responsable du respect de celles-ci.

#### **1.4 Obligation d'information**

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, de tout changement survenu dans son organisation, sa chaîne d'approvisionnement ou sa stratégie industrielle susceptible d'affecter le respect de ses obligations contractuelles ainsi que toute modification des prix réglementés.

Le titulaire s'engage à fournir les numéros d'espèce tarifaire de ses produits (le code douanier conforme au code de nomenclature douanière appelé système harmonisé (code SH), composé de 12 caractères numériques et d'une clé alphabétique).

Lorsque les produits relèvent du règlement européen n°1907 « REACH » du 18 décembre 2006, le titulaire s'engage également à fournir les fiches de données de sécurité des produits du marché ; il les met à jour en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire viendrait à cesser son activité, la personne publique se fera remettre tous les documents.

### 1.5 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition **d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance (DC4).**

Afin d'obtenir cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui remet par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance (DC4).

Le formulaire DC4 peut être obtenu à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- La déclaration de sous-traitance DC4 ; ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas- échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (*n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation*),
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIREN),
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- Un RIB ou RIP,
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
  - Qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites [www.qualibat.com](http://www.qualibat.com) et/ou [www.qualifelec.fr](http://www.qualifelec.fr)) ou équivalent,
  - Ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

En cas de sous-traitance, **le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché**. L'acceptation de chaque sous-traitant et de ses conditions de paiement est demandée dans les conditions prévues aux articles R2193-1 et suivants du code précité.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 10% du montant total du marché public, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions d'agrément ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

En cas de manquement par le titulaire à son obligation de déclaration de ses sous-traitants, il sera débiteur de l'obligation de verser à l'Etat une indemnité forfaitaire égale à 10 000 euros par sous-traitant non déclaré ou non accepté, ainsi qu'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur de se conformer à ses obligations contractuelles.

### 1.6 Obligation de discrétion – mesure de sécurité

Les dispositions des articles 5.1 et 5.3 du CCAG FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

#### 1.6.1 Mesures de sécurité

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire sont seules autorisées à assurer les prestations objets du marché. Une liste de ces personnes devra être fournie sur demande de l'administration.

L'administration informera le titulaire de tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel d'intervention, et pourra lui en demander le remplacement.

Le titulaire du marché se conformera aux obligations suivantes concernant le personnel qu'il emploie sur le site :

- ❑ Le personnel devra se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement.
- ❑ Le titulaire s'engage immédiatement à aviser le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé, ainsi que toute dégradation pouvant être causés lors de l'exécution du présent marché.

Par ailleurs, si à la suite d'un acte de sabotage ou de malveillance caractérisé, l'établissement estime que des mesures de sécurité visant notamment le personnel doivent être prises, le titulaire s'engage alors à les appliquer immédiatement.

La non observation des prescriptions précitées entraînerait des poursuites en application des articles 434.1 et 434.2 du code pénal.

En cas de non-respect par le prestataire ou son personnel des dispositions figurant ci-dessus, l'administration se réserve la possibilité de mettre fin au présent contrat sans préavis, par simple lettre de notification adressée au prestataire, sans dommage et intérêts au profit du prestataire du fait de cette résiliation.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les lieux qualifiés de point sensible ou de zone protégée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de défense, le titulaire doit observer les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité, à moins que, cette communication ne lui ayant pas été faite avant la date limite de remises des offres, il n'établisse que les obligations qui lui sont ainsi imposées rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

#### 1.6.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu par l'accord de confidentialité éventuellement signé, ce sans préjudice des dispositions de l'article 5 du CCAG FCS.

Le titulaire prend acte que le non-respect de ses obligations est sanctionné aux articles 413-10 à 413-12 et 226-13 du Code pénal, nonobstant l'application de la clause pénale compensatoire issue de l'éventuel l'accord de confidentialité.

Les personnes chargées de l'exécution du présent marché sont tenues au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'ils pourront recueillir au cours de l'exécution des prestations qui leur seront confiées. Cette obligation s'applique également au contenu et, d'une façon générale à l'ensemble des prestations.

Le titulaire s'engage à ne communiquer aucun renseignement, document ou résultat quelconque à des tiers sans autorisation préalable de la personne publique. Tout manquement à ces obligations entraînera de plein droit la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### 1.6.3 Accès au site

Les prestations dues au titre du présent marché peuvent donner accès aux personnels concernés du titulaire à des emprises militaires dans les conditions énoncées ci-dessous :

Seuls peuvent accéder au(x) site(s) les personnels ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès transmise par écrit au titulaire.

Pour chaque personnel concerné pour lequel le titulaire n'a pas transmis dans son offre le formulaire de demande de contrôle élémentaire dûment complété, le titulaire doit remettre à l'officier de sécurité du site sur lequel sont

exécutées les prestations dans les meilleurs délais, ledit formulaire au minimum 30 jours avant leur premier accès au site.

**Il est rappelé que l'accès au(x) site(s) est conditionné à l'obtention de l'autorisation d'accès.**

Le titulaire doit également fournir les documents suivants :

- photocopie de la pièce d'identité,
- photocopie de la carte grise et de l'attestation d'assurance du véhicule en cours de validité.

Le titulaire s'engage à ne présenter sur site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès.

Toutefois dans l'attente de l'autorisation d'accès, l'officier de sécurité du site peut soumettre de manière temporaire l'autorisation accordée à un personnel d'accéder au site à son accompagnement par une personne qu'elle aura désignée.

Le titulaire s'engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché :

- qu'ils feront l'objet, conformément au code de la défense, d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé, ladite enquête pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'article 26 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978,
- qu'ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations

## **ARTICLE 2 – EXÉCUTION DE LA PRESTATION**

### **2.1 Obligations du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.


### **2.2 Conditions d'exécution de la prestation**

La personne habilitée à établir les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins de la personne publique, et transmis au titulaire par courriel ou télécopie. Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Pour le traitement de toutes demandes ou difficultés concernant l'exécution de ce marché, le titulaire doit contacter le bureau Gestion Relations Fournisseurs (GRF) aux coordonnées suivantes :

 [pafs-grcf.contact.fct@def.gouv.fr](mailto:pafs-grcf.contact.fct@def.gouv.fr)

 02 38 60 72 54

### **2.3 Début d'exécution des prestations**

La date de début d'exécution sera mentionnée sur le bon de commande; A défaut, la date de notification du bon de commande vaudra date de début d'exécution des prestations.

## 2.4 Constatation de l'exécution des prestations

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne les personnes suivantes chargées du contrôle et du suivi d'exécution des prestations sur site du présent marché :

FONCTION	COORDONNEES
Chargé de l'environnement	01 41 46 71 14 ou 01 41 46 71 03

### 2.4.1 Pouvoirs de l'administration

Conformément à son pouvoir de direction, l'Administration pourra procéder à tout contrôle qu'elle jugera utile.

### 2.4.2 Vérification et admission des prestations

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de fin contractuelle des prestations pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire.

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, la décision prend la forme d'une admission, d'un ajournement, d'une réfaction ou d'un rejet.

### 2.4.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'Administration peut faire exécuter les prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'articles 45 du CCAG FCS en cas :

- de résiliation prononcée à ses torts
- d'inexécution d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir d'aucun retard ou lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service.

S'il n'est pas possible à l'Administration de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### 2.4.4 Service minimum

En cas d'annonce de grève, le prestataire doit informer l'établissement aussi rapidement que possible, et avant le début de la grève, sur les mesures prises par lui à ses frais et risques pour assurer le respect de ses obligations contractuelles.

La grève n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles, il lui appartient de trouver des solutions palliatives pour se conformer à la bonne exécution du marché. Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et pourra constituer un cas de résiliation du marché aux torts du titulaire.

### 2.4.5 Modifications du marché public

Par dérogation à l'article 23 du CCAG FCS, toute modification du marché public fera l'objet d'un avenant signé entre les parties dans l'hypothèse, notamment, d'une modification du marché rendue nécessaire par l'évolution des conditions d'exécution des prestations, en application des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

Toutefois, dans l'hypothèse de la suppression ou de l'indisponibilité temporaire d'une fourniture objet du marché, et si de nouvelles fournitures venaient à se substituer, un certificat administratif sera rédigé. En cas de nécessité de compléter la liste des articles disponibles chez le titulaire à celle prévue au présent marché, un avenant sera rédigé.

En cas de substitution d'un produit par un autre, ce dernier bénéficie du même prix que le produit initial et son prix net remisé ne peut dépasser celui du produit remplacé.



La documentation technique afférente est toujours adressée au représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à assurer une parfaite compatibilité entre les nouveaux articles remplacés et ceux qui figurent dans le bordereau de prix du titulaire.

En outre, le titulaire du marché s'engage à informer dans les meilleurs délais **la Section suivi administratif des marchés (SAM) de la PFAF-S** de toute modification le concernant (*fusion-absorption, changements de raison sociale, d'adresse, de numéros SIREN, SIRET, de RIB*) ou concernant les prestations inscrites au marché.

La section SAM peut être jointe à l'adresse-mail suivante : [pafs-achat-smsm-sam.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pafs-achat-smsm-sam.contact.fct@intradef.gouv.fr)  
A cet effet, il fournit tous les documents administratifs nécessaires à la prise en compte des modifications.

En cas de non production de ces documents, les factures établies ne seront pas présentées au paiement.

#### 2.4.6 Continuité des conditions d'exécution

Le titulaire s'engage à garantir la continuité de ses obligations contractuelles.

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le pouvoir adjudicateur par le biais d'un ordre de service. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution par ordre de service et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements par voie d'avenant.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

#### 2.4.7 Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter les délais contractuels.

Lorsque le délai est exprimé en jours ou par période(s) de 24h, ceux-là doivent toujours s'entendre en jours ouvrés.

Un sursis de livraison pourra être accordé au titulaire dans les conditions de l'article 21.5 du CCAG FCS.

Le titulaire ne pourra notamment jamais invoquer comme fait justificatif du retard pris dans l'exécution de son obligation contractuelle l'état de ses stocks ou les dates de fermeture de son établissement.

Par ailleurs, le titulaire reconnaît expressément qu'aucun délai dérogatoire ne peut lui être accordé sans l'accord exprès du représentant du pouvoir adjudicateur exprimé par ordre de service dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

Le titulaire s'informe des horaires d'ouverture des établissements bénéficiaires.

#### 2.4.8 Décision après exécution de la prestation – Certificat de bonne exécution

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un certificat de bonne exécution de marché, sur demande du titulaire ou de sa propre autorité. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (*liste non exhaustive*) :

- La qualité ou la garantie des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;

- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 3 – PRIX, MODALITES DE FACTURATION, VALORISATION**

### **3.1 Détermination des prix**

#### **3.1.1 Type et forme des prix**

Le marché est à prix unitaires.

Ces prix sont fermes pour la première période d'exécution du marché puis révisables annuellement.

Les prix sont réputés inclure, notamment :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations,
- Tous les frais annexes, les produits, les consommables et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations; et être établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

#### **3.1.2 Révision des prix**

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG FCS, les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Le titulaire ne peut procéder à aucune augmentation unilatérale de ses prix.

Lorsque le titulaire fera bénéficier à tout ou partie de sa clientèle de promotions durant la période d'exécution du marché, ces promotions seront appliquées aux prix des prestations facturées dans le cadre du contrat.

La révision annuelle s'effectuera par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = Po [0,15 + (0.50 (ICHT-E_1 / ICHT-E_0)) + (0.15 (G_1/G_0)) + (0.20 (FSD1_1/FSD1_0))]$$

P = prix HT révisé ;

Po = Prix initial inscrit au marché ;

ICHT-E<sub>1</sub> = Indice « Coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau ; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution », publié au Moniteur - dernier indice connu ;

ICHT-E<sub>0</sub> = Indice « Coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau ; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution », publié au Moniteur - indice du mois de remise des offres ;

G<sub>1</sub> = Indice INSEE identifiant 001764283 - indice des prix à la consommation - base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Gazole » - dernier indice connu ;

G<sub>0</sub> = Indice INSEE identifiant 001764283 - indice des prix à la consommation - base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Gazole » - indice du mois de remise des offres ;

FSD1<sub>1</sub> = Indice « Frais et services divers - modèle de référence n°1 », publié au Moniteur - dernier indice connu ;

FSD1<sub>0</sub> = Indice « Frais et services divers - modèle de référence n°1 », publié au Moniteur - indice du mois de remise des offres.

Le résultat final de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

La modification de prix doit être adressée à la Section suivi administratif des marchés de la PFAF-S ([pafs-achat-sm-sm-sam.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pafs-achat-sm-sm-sam.contact.fct@intradef.gouv.fr)) dans le mois précédant la date de reconduction du marché et expressément acceptée par le Pouvoir Adjudicateur. A défaut de réponse de l'Administration dans un délai de soixante jours, l'augmentation de prix est tacitement rejetée et toute facture afférente sera refusée. En cas de rejet tacite, le fournisseur peut adresser une nouvelle demande de modification de prix dans un délai de trente jours à compter de la date du rejet tacite.

Le fournisseur joint à la demande de modification tout élément, notamment de comptabilité, justifiant l'augmentation envisagée.

La modification de prix doit être adressée sous les formes dématérialisées données par l'Administration, sous format Excel, dans deux tableaux et dans les conditions suivantes :

- Un premier tableau, exposant l'ancien prix, le pourcentage d'évolution (à la baisse ou à la hausse) pratiqué et le nouveau prix.
- Un second tableau correspondant à l'annexe initiale de l'acte d'engagement, identique à celui établi lors de l'attribution du marché.

### 3.1.3 Clause de sauvegarde

Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

L'Administration se réserve la faculté de résilier le marché sans indemnité si la hausse globale annuelle des prix excède 4 %/an.

## 3.2 **Modalités de règlement du marché**

### 3.2.1 Remise des décomptes, factures, ou mémoires

Le titulaire adressera ses factures *via* le portail Internet « Chorus pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Dans le cadre de la dépose/saisie d'une facture dans Chorus Pro le titulaire doit obligatoirement renseigner les éléments suivants :

- Code SE : D1585EG045
- SIRET à utiliser : 11000201100044
- N° TVA intracommunautaire : FR901 510 00023
- N° EJ : Pour pouvoir dématérialiser votre facture, vous devez impérativement disposer d'un numéro d'engagement juridique CHORUS à 10 chiffres, indiqué sur le bon de commande CHORUS faxé par la DAPSA, ou numéro court du marché pour la partie forfaitaire. Ce numéro est fonction du type d'acte contractuel qui lie votre société à notre entité.

En cas d'inaccessibilité du portail « Chorus Pro », le titulaire adressera ses factures selon les modalités suivantes :

Direction des approvisionnements en produits de santé des armées Plateforme Achats Finances Santé Division Finances-Dépenses Section régulation TSA 20003 45404 Fleury-les-Aubrais Cedex
---

Outre les mentions légales, les factures porteront les indications suivantes :

- Le numéro Chorus du marché, du lot éventuel, des avenants éventuels, leurs dates ;
- Les nom et raison sociale du créancier, son adresse ;
- Le numéro Chorus du bon de commande, sa date, et le devis le cas échéant ;
- La référence de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) ou du Répertoire des Métiers (R.M.) ;
- La périodicité de la facturation ;
- Le numéro Siren ou Siret, si le titulaire est établi en France ;
- Le décompte des sommes dues avec le détail et la nature de chaque prestation telle qu'elle est définie à l'acte d'engagement ;
- La date et le numéro de la facture ;
- Les montants hors taxes ;
- Le taux et le montant de la T.V.A, sauf si le fournisseur est un auto-entrepreneur, auquel cas elle comporte la mention suivante : « TVA non applicable, art.293 B du Code Général des Impôts »).
- Le montant total T.T.C. (arrêté en chiffres et en lettres) ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal complet (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

Toute facture est établie :

☒ **Par bon de commande** : le fournisseur adressera une facture unique correspondant à la totalité du bon de commande.

Chaque facture devra faire apparaître les mêmes adresses, numéro de SIRET, mode de paiement et désignation de la prestation que ceux inscrits dans l'offre initiale.

Si l'une des mentions ci-dessus n'est pas renseignée dans la facture, cette dernière sera rejetée.

La facturation unique est à privilégier. Ainsi si le fournisseur réalise plusieurs livraisons partielles, le titulaire du marché adressera préférentiellement une facture correspondant à la totalité des livraisons effectuées. Toutefois, les factures partielles sont autorisées.

### 3.2.2 Délai global de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions des articles L.2192-10 et R. 3133-11.1° du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 50 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de l'admission des prestations concernées lorsque celle-ci a été réalisée après la date de réception de la facture.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R. 3133-25 à R. 3133-28 du code précité. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 3.3 **Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)**

La TGAP, en application du règlement CE n° 1013/2006 du 14/06/2006 concernant les transferts des déchets, est due par toute personne physique ou morale exploitant une installation de stockage ou d'élimination de déchets dangereux par incinération, co-incinération, traitement physico-chimique ou biologique.

Le montant de la TGAP varie selon les normes en vigueur. En conséquence en fonction de la législation en vigueur et du type de déchet, le titulaire appliquera les tarifs de la TGAP concernés.

### 3.4 **Avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est versée selon les modalités des articles R.2191-4 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 20% . Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise l'avance sera fixée à 30% :

☒ Du montant du bon de commande supérieur à 10 000 euros hors taxes.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions de l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

### 3.5 **Valorisation**

Si le fournisseur souhaite, d'une manière ou d'une autre, exploiter l'image du SSA en tant que client de sa société, de l'une de ses filiales ou de l'un de ses actionnaires, les parties s'engagent à négocier de bonne foi la cession des droits patrimoniaux nécessaires à l'utilisation de l'image du SSA.

En toute hypothèse, aucune utilisation de signes (mots, acronymes, logo, etc.) rattachables directement ou indirectement au Service de Santé des Armées ne peut être faite par le titulaire sans l'accord exprès et écrit signé par le directeur des approvisionnements en produits de santé des armées.

A cet effet, le bureau valorisation est le point de contact du titulaire du marché :

**Monsieur Le Chef du bureau valorisation de la DAPSA**

Tél. secrétariat : 02 34 08 54 56

Fax : 02 34 08 53 99

**ARTICLE 4 – PÉNALITÉS****4.1 Réfactions de prix**

Si la prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, une réfaction de prix pourra être appliquée par l'Administration si celle-ci le décide. Cette réfaction sera calculée sur la base des prix figurant sur la décomposition des prix annexée à l'acte d'engagement, au *pro rata* de la prestation mal effectuée.

**4.2 Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS :

<b><u>Motifs</u></b>	<b><u>Montant de la pénalité en €</u></b>
Non-respect des délais impartis : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Non prise de contact dans un délai de 48 heures pour définir une date d'intervention ;</li> <li>- Non intervention dans les 2 semaines à compter de la date d'envoi du bon de commande.</li> </ul>	50 € par jour ouvré de retard au-delà du délai impartis et par laveur
Emploi d'agents non formés aux métiers de l'assainissement et à la sécurité	100 € par agent
Contenant nécessaire pour la réalisation de la prestation (non fourni, non conforme pour l'exécution de la prestation ou détérioré)	150 € par contenant
Équipement de pompage non adaptés à la configuration du site (ex : absence de canne à fût)	100 € par prestation
Véhicule non adapté à la configuration du site (pompage et transport)	100 € par véhicule
Non-respect des dispositions relatives à la sécurité (règlement intérieur, tenue de travail non réglementaire, comportement non adapté lors de l'exécution de la prestation tel que manger ou fumer, altérations ou dégradations des voies de circulation et des locaux, pollutions nouvelles particulières pour les zones considérées ou pour l'environnement directement liées aux opérations de pompage).	100 € /infraction ou défaut constaté
Non communication des documents permettant le début d'exécution des prestations (exemples : les formulaires de contrôle élémentaire, les attestations de qualification/formation des métiers de l'assainissement et de la sécurité)	50 € par document/par jour ouvré de retard
Non communication des BSD <sup>1</sup> initiaux et ticket de pesée dans un délai de 48 h.	100 € /jour ouvré de retard
Non communication des BSD finaux de traitement (plus particulièrement cadre 10). Délai fixé à 1 mois par le code de l'environnement.	100 € /jour ouvré de retard

Le calcul des pénalités de retard donne lieu à l'établissement d'un décompte provisoire des pénalités par établissement et par facture concernés. Le titulaire est informé des pénalités que le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer à son encontre par communication de l'état portant décompte provisoire. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations dans les conditions de l'article 14.1 .1 du CCAG FCS. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

**4.3 Règlement des réfactions et pénalités****4.3.1 Exonération de pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, sauf décision du pouvoir adjudicateur, aucune exonération de pénalités ne s'applique.

<sup>1</sup> Bordereaux de suivi

#### **4.3.2 Plafonnement des pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15% du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Si le montant des réfections et/ou pénalités excède 15% du montant annuel du marché, l'Administration se réserve le droit de résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG FCS.

### **ARTICLE 5 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

#### **5.1 Résiliation pour faute**

En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations contractuelles, le marché pourra être résilié à ses torts. La décision du pouvoir adjudicateur mentionnera la date d'effet de cette résiliation ainsi que l'éventuel recours au mécanisme de l'exécution aux frais et risques du titulaire.

#### **5.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, tels que la protection des intérêts financiers de l'Etat, les éventuelles restructurations ou réorganisation des services notamment mais pas exclusivement, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire, par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS.

### **ARTICLE 6 – RÈGLEMENT DES LITIGES**

#### **6.1 Règlement amiable des litiges et différends**

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par le titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Un mémoire en réclamation doit être envoyé par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours<sup>2</sup> à compter du jour où le différend est apparu, ceci sous pli recommandé ou *via* courriel avec accusé de réception. Ce mémoire expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées et leur justification. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Suite à cette demande, conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, la PFAF-S y répond dans les 15 jours, sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, la PFAF-S émettra une réponse d'attente au titulaire mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contraire, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

Le titulaire du marché adressera sa demande au correspondant PME-PMI (Tél. : 02 34 08 54 11 – Fax : 02 38 60 73 39 – Courriel : [pafs-pme-pmi.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pafs-pme-pmi.contact.fct@intradef.gouv.fr)

A défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, le titulaire peut saisir la mission ministérielle PME : [missionministerielle.pme@defense.gouv.fr](mailto:missionministerielle.pme@defense.gouv.fr)

Hors cette médiation interne au ministère des armées, le titulaire ou l'Administration peut demander à ce que les litiges et les différends nés à l'occasion de l'exécution d'un marché soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable compétent. Le médiateur interne au ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent a lui pour mission de rechercher les éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

<sup>2</sup> Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG FCS



## 6.2 Recours contentieux

[En cas d'élévation du contentieux, le tribunal administratif de Cergy Pontoise est seul compétent. ]

Tribunal administratif de Cergy Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30322  
95027 Cergy Pontoise Cedex  
Tél : 01-30-17-34-00  
[greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

### **ARTICLE 7 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

L'article 2.4 « Constatation de l'exécution des prestations » déroge aux articles 27 et 28 du CCAG FCS en stipulant que les opérations de vérification du site sont assurées par un représentant du site et non l'acheteur.

L'article 2.4.2 « Vérifications des prestations et admission » du CCP déroge à l'article 28.2 du CCAG FCS en stipulant que le délai de vérification est différent des 15 jours prévus.

L'article 2.4.5 « modifications du marché public » déroge à l'article 23 du CCAG FCS en supprimant la possibilité de commander des prestations de fournitures ou de services complémentaire par ordre de service.

L'article 3.1.2 « Révision des prix » déroge à l'article 10.1.2 du CCAG FCS en prévoyant que le mois M0 correspond au mois de la date limite de remise des offres et non à la date de remise des offres.

L'article 4.2 « Pénalités pour retard d'exécution » déroge à l'article 14 du CCAG FCS en prévoyant que les pénalités s'appliquent sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure (invitation écrite).

L'article 4.2 « Pénalités pour retard d'exécution » déroge à l'article 14 du CCAG FCS en ce qui concerne la formule de calcul.

L'article 4.3.1 « Exonération de pénalités » déroge à l'article 14 du CCAG FCS en stipulant que le titulaire n'aura droit à aucune exonération de pénalités, sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

L'article 4.3.2 « Plafonnement des pénalités » déroge à l'article 14.1.2 du CCAG FCS en prévoyant que le montant total ne peut excéder 15% du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

L'article 5.2 « Résiliation pour motif d'intérêt général » déroge à l'article 42 du CCAG FCS en stipulant qu'en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

L'article 6.1 « Règlement amiable des litiges et différends » déroge à l'article 46.2 du CCAG FCS en prévoyant un délai de 30 jours au lieu de 2 mois pour que le titulaire envoie un mémoire en réclamation.

## CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESTATION

Le présent marché a pour objet le pompage, le transport et l'élimination d'effluents chimiques corrosifs au profit du Service de Protection Radiologique des Armées (S.P.R.A.).

#### **1.1 Type de déchets**

Les déchets sont des déchets réactifs dangereux issus des activités d'analyses des différents laboratoires du S.P.R.A. Ces produits se composent de déchets chimiques liquides. Les laveurs contiennent de l'eau acidifiée par acides en mélange. Ces acides peuvent être de l'acide nitrique, de l'acide chlorhydrique, de l'acide fluorhydrique et de l'ammoniaque.

#### **1.2 Installations**

Six laveurs de 500 litres environ chacun :

- 2 laveurs au rez-de-chaussée du laboratoire de Radiotoxicologie. Ces deux laveurs sont situés au centre du laboratoire dans un local dédié (directement accessibles pour le pompage)
- 4 laveurs des laboratoires d'analyses Environnementales situés au niveau -1 dans un local dédié à l'extérieur des laboratoires (niveau cour anglaise). Ces laveurs nécessitent pour leur pompage une longueur de tuyaux conséquente (approximativement 20 mètres pour le laveur le plus éloigné).  
La connexion à l'ensemble des équipements nécessite impérativement l'utilisation d'une canne à fûts permettant l'accès au fond du laveur (diamètre de l'orifice d'entrée du laveur de 8 cm maximum).

Le titulaire doit tenir compte des spécificités d'accès aux laveurs.

#### **1.3 Estimation du besoin**

Quantité <u>estimative</u> annuelle des déchets	Poids minimum	Poids maximum
	6 Tonnes	30 Tonnes

La périodicité estimée des interventions est trimestrielle. Néanmoins, elle reste variable en fonction de l'activité du SPRA. Le nombre de laveurs, objet de la prestation, sera précisé sur le bon de commande.

### ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION

#### **2.1 Pompage et nettoyage des laveurs**

Les laveurs sont à vidanger par pompage. Les opérations doivent être réalisées conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et dans les conditions spécifiées du CCP.

A l'issue de la vidange de chaque laveur, un remplissage d'eau est effectué exclusivement par l'intermédiaire de l'alimentation en eau du laveur et un contrôle de pH est réalisé par le personnel du laboratoire en présence du titulaire. Au vu des résultats du contrôle PH un ou plusieurs cycle(s) (vidange-remplissage) doivent être réalisés par le prestataire jusqu'à obtention d'un pH neutre.

#### **2.2 Transport, collecte et élimination des déchets liquides toxiques**

Le titulaire procèdera à l'enlèvement et à l'élimination des déchets conformément aux règlements sanitaires départementaux et à l'A.D.R. La prestation devra être effectuée à l'aide d'un véhicule agréé A.D.R.

Les véhicules utilisés par le transporteur pour l'enlèvement des déchets liquides doivent être adaptés aux conditions d'accès au SPRA.

Les déchets seront ensuite transportés et traités en fonction de leur nature dans un centre de traitement agréé. Les informations relatives au centre de traitement agréé sont mentionnées dans le cadre de réponse « centre traitement ».



## **ARTICLE 3 – CONDITIONS D’EXECUTION**

### **3.1 Jours et horaires d’intervention**

Les interventions auront lieu entre 08h00 et 16h00 (fin d’intervention) du lundi au jeudi et entre 08h00 et 15h00 (fin d’intervention), le vendredi sur demande de l’établissement.

Après réception du bon de commande, le titulaire dispose de 48 heures pour prendre contact auprès du cadre technique de la Division Dosimétrie pour déterminer la date et l’heure d’intervention, les coordonnées seront mentionnées sur la demande d’intervention. Le titulaire s’engage à intervenir dans un délai maximum de deux semaines à compter de l’envoi du bon de commande.

### **3.2 Effectifs et qualifications des agents**

Les informations relatives à l’effectif et aux qualifications nécessaires à la réalisation de la prestation sont mentionnées dans le cadre de réponse.

Le chauffeur opérateur ainsi que le(s) aide(s) opérateur(s) doit(ont) avoir suivi les formations aux métiers de l’assainissement et à la sécurité, selon la réglementation en vigueur, pour utiliser le matériel mis en œuvre dans les conditions optimales d’hygiène et de sécurité.

Le titulaire s’engage à assurer la formation de son personnel dans le cas où la réglementation se modifierait.

### **3.3 Comportement des agents**

La plus grande correction et la plus grande réserve seront exigées de la part du personnel de l’entreprise titulaire. Il est notamment interdit de fumer pendant les manipulations de toute sorte ainsi que de consommer de la nourriture dans les lieux de stockage des déchets. Tout défaut concernant le comportement pourra faire l’objet de pénalité voire le remplacement du personnel concerné sur demande du S.P.R.A.

### **3.4 Suivi et admission des prestations**

Chaque enlèvement fera l’objet d’une évaluation de la qualité de la prestation réalisée par le titulaire, dans le cadre de la réalisation de « l’Attestation Service Fait ».

Toute prestation non conforme et/ou tout incident ayant été constaté lors de la réalisation de la prestation sont notifiés dans cette évaluation et peuvent faire l’objet de pénalités.

Le suivi et l’admission des prestations sont réalisés par le cadre technique de la Division Dosimétrie sous la responsabilité du chargé de prévention de l’établissement.

Les coordonnées relatives au chargé de relations clientèle en charge de la bonne exécution des prestations est mentionné dans le cadre de réponse.

## **ARTICLE 4 – OBLIGATION DU TITULAIRE**

### **4.1 Réglementation en vigueur**

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur et s’engage à appliquer toute nouvelle norme obligatoire et en avertir par écrit l’établissement bénéficiaire. En conséquence, les déchets seront traités dans les conditions et les délais légaux imposés par la réglementation et les textes en vigueur.

### **4.2 Trackdéchets/Bordereau de suivi (BSD)**

Tous les professionnels qui produisent, transportent, ou manipulent des déchets dans le cadre de leurs activités sont tenus de fournir un BSD. En conséquence, le titulaire a l’obligation d’assurer la traçabilité des déchets et de constituer une preuve de leur élimination, tout manquement fera l’objet d’une pénalité. Ce bordereau doit mentionner entre autre le jour, l’heure de l’enlèvement, le poids des déchets, etc.

Les BSD servent de justificatif du service fait, préalable au paiement des factures. En l’absence des BSD, les factures ne pourront pas être traitées.

Pour rappel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, l’utilisation de Trackdéchets est obligatoire pour les déchets dangereux et/ou contenant des POP (polluants organiques persistants) et des déchets d’amiante.

**Trackdéchets** est une plateforme réglementaire, développée par le Ministère de la Transition Ecologique.

Cette plateforme vise à dématérialiser :

- la traçabilité des déchets dangereux pour simplifier la gestion et sécuriser les filières ;
- les déclarations au registre national.

Adresse de l'application : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/stats/>

### **4.3 Prévention et sécurité**

Le titulaire respecte les consignes de sécurité, le règlement intérieur et le plan de prévention établis par l'établissement et applicables sur le site.

#### **4.3.1 Prévention**

Le titulaire du marché déclare avoir pris connaissance des dispositions figurant dans l'instruction ministérielle n° 300611/DEF/DFP/PER/5 du 16/03/1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectuées dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises extérieures et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer.

#### **4.3.2 Sécurité**

Les matériels et produits employés pour réaliser les prestations ne devront en aucun cas être à l'origine d'altérations et de dégradations des voies de circulation et des locaux. Ils ne devront pas provoquer de pollutions nouvelles particulières pour les zones considérées ou pour l'environnement.

L'établissement se réserve le droit de contrôler les matériels utilisés par l'entreprise et d'en interdire l'usage en cas de non-conformité avec les normes et règlements en vigueur, de défectuosité ou de risque pour le personnel, les locaux ou les équipements de l'administration.

Les installations nécessaires pour garantir les sols et locaux contre les effets de matériels ou de produits devront être mises en œuvre par le titulaire à ses frais. Toute dégradation constatée imputable à l'activité du titulaire lui sera financièrement retenue. Elle sera constatée de manière contradictoire par procès-verbal.

Compte tenu de la dangerosité des déchets, le prestataire prendra toutes les mesures de sécurité en vigueur pour garantir la sécurité du personnel et de l'environnement.

#### **4.3.3 Tenues des agents**

Le personnel est doté de vêtements de travail et d'équipements de protection adaptés à l'activité et répondant à la réglementation du secteur d'activité.

# ACTE D'ENGAGEMENT

(A remplir par le candidat)

## I – PERSONNES PUBLIQUES

POUVOIR ADJUDICATEUR	COMPTABLE ASSIGNATAIRE
Le Directeur des approvisionnements en produits de santé des armées. (Désigné par l'Arrêté du 25 juin 2018)	ACSIA / DCM Le vendôme III 11, rue des Remparts 93 196 – NOISY LE GRAND CEDEX

## II – IDENTITE DU CANDIDAT

Je soussigné (nom-prénom-qualité-domicile) :	
Agissant pour le compte de la société :	
Dont le siège est :	
Immatriculée à l'I.N.S.E.E :	
N° d'inscription au R.C. :	
N° S.I.R.E.N. :	
Code A.P.E. :	
PME-PMI :	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Coordonnées Service Commandes / Clients (Mail & Fax)	

## III – COMPTE A CREDITER

✓ Joindre un RIB

## IV – OFFRE DU CANDIDAT

Cet acte d'engagement correspond :

- ☒ A l'ensemble du marché ou de l'accord-cadre;
- ☐ Engage la société ..... sur la base :
- du CCP;
  - de l'annexe financière;
  - du cadre de réponse.

## **V – AVANCES**

Sans **renoncement express** de la part du titulaire en cochant la case ci-dessous, une avance sera versée selon les conditions définies par l'article 3.4 du CCP.

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ OUI

## **VI – IMPUTATION BUDGETAIRE**

Imputation budgétaire : Ministère des armées – Service de santé des armées

- BOP : 17864 C
- Action : 05
- Sous action : 80

## **VII – DECLARATION SUR L'HONNEUR**

Le candidat déclare sur l'honneur :

- n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

Afin d'attester que le candidat individuel n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

Le candidat fournira, le cas échéant, l'adresse Internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements utiles pour y accéder :

*(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse Internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Nom, prénom et qualité du signataire de l'offre	Lieu et date de signature	Signature

**ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR, habilité par arrêté ministériel en date du 25 juin 2018)**

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

Le Directeur des approvisionnements en produits de santé des armées.

Par délégation,